

L'État refuse de positionner des ressources en première ligne pour garantir un état sanitaire élevé des cultures agricoles

Автор(и): Растителна защита

Дата: 14.02.2021 Брой: 2/2021



La prochaine campagne de protection des plantes visant à atteindre un statut sanitaire élevé pour les trois cultures agricoles stratégiques et structurantes en Bulgarie – **le tournesol, le maïs et le colza oléagineux**, qui font l'objet d'une attention particulière dans ce numéro de la revue "Protection des Plantes", ouvre à nouveau un espace de dialogue professionnel entre les acteurs de cet environnement très complexe, dynamique et changeant, englobant le degré d'infestation par les mauvaises herbes et les espèces adventices, la force et l'étendue du potentiel pathogène, la composition et le comportement des ravageurs dans un contexte climatique instable.

Le point de départ dans ce cas problématique, qui concerne toutes les cultures agricoles, est sans aucun doute la manière de structurer un choix éclairé des produits de protection des plantes et la technologie de leur application. Le profil du choix éclairé inclut la disponibilité de différents types de connaissances. La première est la capacité à prévoir l'évolution de l'environnement phytosanitaire dans des conditions spécifiques. La seconde est de sélectionner des produits efficaces et de qualité et de les utiliser de la manière la plus appropriée. Quelle est la pratique dans notre pays, quelle est la situation réelle ? Les spécificités de la production agricole actuelle exigent le plus haut niveau possible de connectivité et de responsabilité partagée entre les acteurs de cette mission – administration opérationnelle, science, éducation, entreprises. Cette connectivité suppose la "production" d'un produit d'information, un véritable produit d'information, indispensable pour choisir des solutions fiables dans un environnement incertain, pour atteindre la durabilité et un statut sanitaire élevé des cultures agricoles cultivées.

Voyons quelle est la participation de l'administration opérationnelle dans ce processus. Il y a quelques années, le Service National de la Protection des Plantes (SNPP) a été liquidé. Des morceaux en ont été cousus comme des rustines sur la nouvelle Agence Bulgare de Sécurité Alimentaire (ABSA). L'idée d'intégrité et d'autonomie de la protection des plantes au sein de la nouvelle méga-structure a été enterrée légèrement, avec une dose maximale de myopie. Le Département actuel de la Protection des Plantes au sein de l'ABSA est représenté par une poignée de spécialistes aux mains liées. Leur capacité professionnelle ne peut être utilisée comme prévu. En d'autres termes : ce nain administratif décharné, considéré comme un instrument aux fonctions régulatrices, dont la description de poste inclut également l'obligation de gérer la protection des plantes au niveau national, sur la base de la prévision et de l'avertissement, ne sert personne !

Et quel est le rôle de l'Académie d'Agriculture pour favoriser la collaboration entre les chercheurs en protection des plantes – malherbologues, entomologistes, phytopathologistes – dispersés çà et là dans les instituts du système de l'Académie, afin d'accroître l'efficacité du travail de cette précieuse ressource scientifique ? La réponse est : l'Académie d'Agriculture n'a pas de position, ni d'opinion, ni même de plans de changement... Ou plutôt si ! Elle a placé l'Institut de la Protection des Plantes à Kostinbrod sous le "parapluie" de l'Institut de Science du Sol "N. Pushkarov". Cette étrange symbiose a mis fin à son autonomie. Les quelques chercheurs qui y restent ne traitent pas des questions pratiques de la protection des plantes. Le facteur dominant de leur activité, selon la directrice Prof. Olya Karadzhova, est leur participation à des projets européens orientés vers des découvertes scientifiques fondamentales !

En ce qui concerne le Service National de Conseil Agricole (SNCA), auquel on avait confié jusqu'à récemment de grandes attentes pour accroître la sensibilisation et les compétences professionnelles des producteurs

agricoles, pour orienter leurs pratiques (y compris les mesures de protection des plantes) dans la bonne direction, pour participer à la construction d'un nouveau niveau, plus élevé, de connectivité entre les acteurs de la production agricole, la déception est totale. Chaque jour (malheureusement) apporte la preuve que ce projet est stérile, le produit d'une fabrication bureaucratique. La fragile notion que les choses sont sur le point de se produire ou vont enfin prendre de l'ampleur s'évapore comme de la fumée. Ce triste tableau suggère que le projet n'a en réalité jamais été conçu pour fonctionner comme prévu, comme un partenaire activement engagé de l'agriculture nationale. Le temps a montré que de telles institutions d'État, de telles fausses autorités, ne sont utiles à personne, et surtout pas aux personnes travaillant dans les champs. Nous avons vu assez de pas dans la mauvaise direction, d'expériences coûteuses et de décisions irrationnelles. Une fois de plus, nous nous engageons dans une poursuite futile d'illusions !

Quelles sont les garanties pour atteindre un statut sanitaire élevé du tournesol, du maïs et du colza oléagineux dans notre pays dans un environnement climatique et phytosanitaire incertain – c'est le thème de ce numéro de la revue "Protection des Plantes". Nous avons essayé de rappeler à nos lecteurs quelles institutions sont responsables du choix éclairé des produits de protection des plantes et des technologies pour leur application correcte. D'après les exemples que nous avons cités, il est, nous l'espérons, clair que l'État, représenté par le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts et ses structures – l'ABSA, l'Académie d'Agriculture et le SNCA – ne participe pas de manière constructive à préparer la communauté agricole à structurer les outils de sa pratique de protection des plantes.

À ce stade, des analystes et commentateurs éminents ayant une vaste connaissance du sujet nous rappelleront probablement avec bienveillance que nous omettons de noter le rôle des représentations des multinationales agrochimiques dans la formation du choix éclairé. Nous allons rassurer ces voix inquiètes. Voici ce que nous en pensons. La plus haute classe de protection des plantes, représentée par les leaders mondiaux de l'agrochimie, est présente ici en Bulgarie. Les équipes de ces entreprises, composées d'experts professionnels ayant des références agronomiques réputées, opèrent selon toutes les règles du marché dans un environnement fortement concurrentiel. Les entreprises entretiennent un dialogue actif avec leurs partenaires – distributeurs et utilisateurs finaux. Les producteurs agricoles du pays ont le privilège et la possibilité de recevoir des informations objectives, créatives, précises et à jour sur chaque produit du portefeuille commercial de chacune de ces entreprises, d'écouter des présentations, de recevoir des consultations dans leurs propres champs et de visiter les plateformes de démonstration des entreprises à travers le pays. Cette activité professionnelle de haut niveau au niveau des entreprises influence sans aucun doute la formation des opinions, des choix et des positions concernant tel ou tel produit, telle ou telle technologie. Cependant, cela ne signifie en aucun cas que

les entreprises commerciales sur le marché des pesticides rendent insignifiantes, sous-estiment ou négligent les positions des autres acteurs du processus d'élaboration de stratégies spécifiques de protection des plantes.

L'État est obligé de participer activement à l'organisation de la production agricole, à l'ingénierie de plans opérationnels pour une action efficace contre l'environnement phytosanitaire nuisible. Cela est d'autant plus nécessaire que l'agriculture bulgare est entrée dans la prochaine étape de son développement intensif, intégré et positionnel. La production se transforme très rapidement, sur un large front – les concepts de politiques "vertes" et d'agriculture de précision ne sont plus de vagues horizons futurs mais une réalité présente. Le rôle et la participation de la protection des plantes, en tant que partie de ce processus de renouvellement à grande échelle, exigent un nouveau type de connectivité et de partage des responsabilités entre tous les acteurs de première ligne qui travaillent avec intelligence et idées pour atteindre un statut sanitaire élevé des cultures agricoles.

Le fait est que l'État bulgare et les multinationales de l'industrie agrochimique ont un objectif commun – que notre agriculture soit un secteur durable, en croissance et rentable de l'économie nationale. Cependant, l'approche pour atteindre cet objectif économique de haute valeur est actuellement différente. L'impression demeure que l'État bulgare est d'avis que les entreprises mondiales opérant ici sont plus ou moins obligées de mobiliser toutes leurs ressources, leur responsabilité et leur énergie pour que cela se produise ! Ce qui, comme vous pouvez le deviner, exclut le concept de connectivité entre administration, science, éducation et entreprises. Une telle position est inacceptable et destructrice, menant à une impasse. Il est urgent que l'État corrige sa politique de protection des plantes.

Car, comme on le sait bien, la protection des plantes est un facteur indispensable de la production agricole !